



**You have downloaded a document from
RE-BUŚ
repository of the University of Silesia in Katowice**

Title: Preface

Author: Robert Pyka

Citation style: Pyka Robert. (2015). Preface. W: G. Libor, R. Pyka, D. Nowalska-Kapuścik (red.), "Regionalisation in Europe : the state of affairs" (S. 11-13). Katowice : Wydawnictwo Uniwersytetu Śląskiego.



Uznanie autorstwa - Użycie niekomercyjne - Bez utworów zależnych Polska - Licencja ta zezwala na rozpowszechnianie, przedstawianie i wykonywanie utworu jedynie w celach niekomercyjnych oraz pod warunkiem zachowania go w oryginalnej postaci (nie tworzenia utworów zależnych).



UNIwersYTET ŚLĄSKI
W KATOWICACH



Biblioteka
Uniwersytetu Śląskiego



Ministerstwo Nauki
i Szkolnictwa Wyższego

PRÉFACE

Les changements dans le monde contemporain en relation avec l'émergence du système des interdépendances globales et de l'économie fondé sur l'intellect humain, ont affecté nos rapports au territoire et ont modifié définitivement la façon dont l'espace est utilisé.

Même si l'État conserve sa position prééminente puisqu'il est le garant de l'ordre social, s'observe conjointement l'affaiblissement de son efficacité dans un nombre important de domaines. Dans ce contexte, l'initiative de l'action publique passe aux échelons territoriaux inférieurs, et notamment aux niveaux territoriaux émergents, dont le processus d'institutionnalisation commence à peine (p.ex. les espaces métropolitains).

Le développement économique devient un des domaines du processus de la territorialisation. L'État a perdu la capacité de maîtriser la croissance dans l'économie postfordiste au profit de régions notamment qui cumulent des capitaux et ressources nécessaires au développement et créent le milieu local favorable à la créativité et à l'innovation.

Les changements des fondements du système économique sont accompagnés par les transformations de l'identité des citoyens qui peuvent se manifester par la crise de l'identité citoyenne unitaire au sein de l'État-nation. Le sentiment de la citoyenneté cohérente se substitue progressivement au modèle pluraliste, qui module l'identité citoyenne municipale voire métropolitaine, et avant tout l'identité régionale.

Les deux groupes de facteurs relatifs à la territorialisation de l'économie ou à l'identité citoyenne peuvent se chevaucher mutuellement dans une variété de configurations, en révélant de multiples interdépendances entre la régionalisation et les régionalismes.

Le régionalisme, qui constitue une expression d'une conscience spécifique de personnes vivant sur le territoire, déterminant leur identité spécifique sur le plan culturel et ethnique, mais aussi économique et politique, peut, mais ne doit pas nécessairement, conduire à la régionalisation.

La régionalisation constitue à son tour une notion du registre juridique qui fait référence à la transformation de la structure administrative et territoriale de l'État, avec l'émergence de régions en tant qu'unités territoriales autonomes, disposant de certaines prérogatives leur permettant l'exécution de services publics spécifiques au profit de la communauté régionale.

L'Espagne peut être un exemple de l'État où le régionalisme catalan à caractère ethnoculturel et économique (région métropolitaine de Barcelone) mais aussi le séparatisme basque, sont devenus la base de la régionalisation de l'État, qui se manifeste dans la création de régions autonomes. La question intéressante concerne la façon dont la régionalisation de l'Espagne a favorisé l'approfondissement des régionalismes qui, après avoir satisfait les aspirations à l'autonomie, ont développé des revendications d'indépendance.

La France, à son tour, constitue un exemple d'une approche pragmatique aux questions régionales. La régionalisation était le résultat d'une prise de la conscience de la nécessité d'adapter la structure territoriale du pays aux processus de développement moderne ainsi qu'à la politique régionale de l'Union Européenne. La création de 22 régions en tant que collectivités locales de plein droit était un élément important de la phase I de la décentralisation des années 80. La loi relative à la délimitation des régions, adoptée en France le 16 janvier 2015, réduit en métropole le nombre des régions de 22 à 13 ; ce n'est que la continuation de ce processus démontrant le pragmatisme politique français. L'objectif principal de cette réforme est de créer de plusieurs grandes régions fortes (de 4 millions d'habitant en moyenne, donc de niveau NUTS 1), disposant d'un potentiel nécessaire pour générer la croissance économique et capables de rentrer en concurrence avec d'autres régions européennes aussi importantes. Les facteurs identitaires ont cédé au pragmatisme et aux alliances politiques avec comme résultat la réunion de territoires différents, tels que les « anciennes » régions d'Alsace, de Lorraine et de Champagne-Ardenne. Reste que, contrairement à l'article 5 de la Charte européenne de l'autonomie locale, la population n'a pas été consultée : les identités régionales n'ont pas été respectées, mais elles ont presque été forcées.

En Pologne, c'est la réforme territoriale de 1999 relative à la régionalisation du pays qui fait également preuve de la domination du pragmatisme sur les questions identitaires. Cette approche pragmatique peut être vu comme le résultat des faibles ou quasi inexistantes identités régionales en Pologne, à l'exception de la Silésie et de la région de Kaszuby. Ce pragmatisme fonctionnel prend également source dans le souci de maintenir l'unité nationale à l'aide d'une structure homogène et unitaire de l'État. Les 49 régions préexistantes ont été remplacées par 16 régions d'une taille relativement importante, mais ne faisant qu'une vague référence aux réalités régionales historiques. Cependant, dans cette logique, il n'y avait pas de place pour la reconnaissance des identités spécifiques de certaines régions, dont la Haute Silésie, qui disposait, avant la deuxième guerre mondiale, d'une large autonomie. Les régions polonaises ont avant tout un caractère fonc-

tionnel, parce qu'elles sont le terrain d'actions à la fois des autorités régionales décentralisées et de l'administration déconcentrée de l'État.

La régionalisation, dans le contexte d'émergence des régionalismes et dans les nouvelles conditions du marché, semble être paradoxalement une nécessité historique résultant du pragmatisme du système économique, mais aussi de la reconnaissance des droits individuels à cultiver leur identité régionale spécifique. Cependant, l'avenir de l'État reste une interrogation importante relative aux poussées indépendantistes de certaines régions européennes. Aujourd'hui plus qu'avant, à l'issue d'un basculement dans la politique étrangère de la Russie ou dans le contexte de l'émergence de l'État Islamique ; on se rend compte qu'on ne peut pas se passer de l'État comme de l'Union Européenne, forte de ses États membres.

Le présent ouvrage constitue un résultat des rencontres et des échanges des chercheurs, membres du réseau scientifique international OLA (Observatory on Local Autonomy), qui abordent dans leurs recherches les problèmes sociaux, économiques et politiques, qui semblent particulièrement important pour le fonctionnement des régions en Europe contemporaine. Nous voudrions que cet ouvrage commun soit aussi un apport de l'équipe polonaise d'OLA dirigée par Robert Pyka, au développement de ce réseau, offrant une excellente plate-forme pour l'échange des idées et des connaissances sur les questions qui sont cruciales pour l'avenir de l'Europe et l'autonomie de ses collectivités territoriales.

Robert Pyka